

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/RO/M/21**  
29 mars 1999

(99-1244)

---

## Comité des règles d'origine

### COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DES 22 ET 26 FÉVRIER 1999

Président: M. R. Wells (Australie)

L'ordre du jour proposé pour la réunion, qui figure dans l'aérogamme WTO/AIR/1004 et a été adopté par le Comité des règles d'origine (CRO), est le suivant:

1. **Rapport du Comité technique des règles d'origine au Comité des règles d'origine sur les progrès accomplis à sa quinzième réunion ..... 1**
2. **Conséquences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres Accords de l'OMC (G/RO/W/28/Rev.1, G/RO/W/30-34 et 38) ..... 4**
3. **Rapport au Conseil du commerce des marchandises sur le programme de travail pour l'harmonisation ..... 4**
4. **Facilitation des échanges (paragraphe 6.6 à 6.9 de G/C/M/34, G/RO/W/26, G/RO/W/26/Add.1) ..... 5**
5. **Notifications au titre de l'article 5 et du paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine (G/RO/N/24) ..... 6**
6. **Élection du Bureau ..... 6**
7. **Autres questions..... 6**

1. **Rapport du Comité technique des règles d'origine au Comité des règles d'origine sur les progrès accomplis à sa quinzième réunion**

1.1 Le Président a dit que, conformément au paragraphe 4 du rapport du Comité des règles d'origine au Conseil du commerce des marchandises sur le Programme de travail pour l'harmonisation (G/RO/25), le Président du Comité technique des règles d'origine (CTRO) avait présenté au CRO un rapport sur les progrès accomplis à la quinzième session du CTRO. Ce rapport avait été distribué aux Membres sous la cote G/RO/32.

1.2 Le Président a ajouté que le Secrétariat avait distribué sous la cote G/RO/30 une matrice des questions non résolues relatives à l'architecture globale des règles d'origine harmonisées, document que le CTRO avait transmis au CRO pour décision. La lettre d'accompagnement du Président du CTRO concernant les questions non résolues avait également été distribuée sous la cote G/RO/31.

1.3 Le représentant de la Thaïlande a dit que les trois options présentées dans la matrice se basaient sur une interprétation différente des renseignements qui étaient requis pour l'application de chacune des options. Le texte relatif à l'option A indiquait que dans le cas des options B et C il fallait "disposer de renseignements communiqués par des producteurs étrangers, renseignements qui risquaient d'être difficiles ou longs à obtenir" (paragraphe 8 du document G/RO/30). Dans le cas de l'option B, l'inverse était affirmé (paragraphe 16 du document G/RO/30). En revanche, pour chacune

de ces options, il était précisé que les renseignements requis étaient déjà disponibles dans le cadre habituel des opérations commerciales (paragraphe 6 et 18 du document G/RO/30). Il faudrait que le CRO ou le CTRO apportent des éclaircissements sur ces aspects factuels.

1.4 Le représentant de l'Inde a déclaré que conformément à l'article 3 b) de l'Accord sur les règles d'origine, l'origine devait être conférée au pays où la dernière transformation substantielle avait été effectuée. Par conséquent, si le pays B (dans l'exemple donné dans le document G/RO/30) ne satisfaisait pas au critère de transformation substantielle, il fallait automatiquement remonter la chaîne pour appliquer cette règle. En outre, l'article 9 de l'Accord établissait une hiérarchie de règles. Selon celle-ci, il convenait d'utiliser en premier lieu le changement de classification tarifaire pour déterminer s'il y avait transformation substantielle. Les autres critères, y compris celui du pourcentage *ad valorem* ou celui de l'opération de fabrication, ne pouvaient être appliqués qu'à titre complémentaire ou de façon exclusive. Dans la mesure où toutes les règles principales qui avaient été élaborées à ce jour s'appuyaient, à sa connaissance, sur le changement de classification tarifaire, il convenait d'appliquer ces règles principales (SH) dans le pays A avant d'appliquer des règles résiduelles qui avaient été élaborées sur la base d'autres critères. Dans l'exemple du chapeau et des diamants qui avait été présenté dans le document G/RO/30, bien que les diamants puissent ajouter une valeur considérable au chapeau, la règle principale applicable aux chapeaux indiquait clairement que sertir un chapeau de diamants ne le transformait pas substantiellement. Si la règle principale ne pouvait être appliquée dans cette situation, il fallait créer une sous-position pour les chapeaux fantaisie sertis de diamants. Le représentant de l'Inde a par ailleurs ajouté que dans le cadre de l'option B, si un chapeau originaire du pays B était sertie dans un pays C de diamants originaires d'un pays A, l'origine était conférée au pays A, bien que le pays A n'ait ni fabriqué ni sertie le chapeau. Pour éviter cette situation inconfortable, l'Inde avait présenté des propositions qui permettaient d'éviter de recourir à des règles résiduelles (sauf pour quelques rares articles, tels que ceux ayant le caractère d'un mélange multipays): pour les produits agricoles, l'origine devait être conférée au pays dans lequel les produits avaient été cultivés et obtenus; pour les produits textiles, l'origine devait être conférée au pays dans lequel les opérations de blanchiment, de teinture, d'impression, d'enduction, de confection, d'assemblage, etc. avaient été effectuées; pour les machines, l'origine devait être conférée au pays dans lequel un nouveau produit, doté de nouvelles caractéristiques ou d'une nouvelle fonction, avait été obtenu, même en l'absence de changements de classification tarifaire. En ce qui concerne les renseignements nécessaires dans l'option B, dans la mesure où les documents d'importation déposés dans le pays C (dans l'exemple du document G/RO/30) n'indiqueraient que la valeur totale du produit, il incombait aux autorités douanières du pays C de vérifier la valeur du chapeau exporté du pays B vers le pays A. Le CTRO, qui n'avait pas pu régler cette question dans le cadre de son débat technique, s'en était remis au CRO. Dans sa lettre d'accompagnement sur les questions non résolues, le Président du CTRO avait dit qu'il était "essentiel que cette question soit réglée au plus tôt pour que nous puissions faire de réels progrès et respecter ainsi le programme fixé par le CRO pour 1999". Le CRO devait donc trouver une solution dès que possible.

1.5 Le représentant des États-Unis partageait le point de vue de l'Inde et a déclaré que l'option A était en fait l'hypothèse de base retenue dans le cadre du Programme de travail pour l'harmonisation au cours des trois dernières années. Si le cas d'un chapeau fantaisie sertie de diamants posait problème, il convenait de créer une sous-position, plutôt que d'établir une règle résiduelle générale permettant de déterminer l'origine sur la base d'une transformation qui n'était pas substantielle.

1.6 Le représentant de la Suisse a dit que le CRO devait examiner trois questions. Premièrement, bien que les options A, B et C diffèrent sur le point de savoir quand il convenait d'appliquer les règles résiduelles, dans de nombreux cas ces options aboutiraient au même résultat en termes d'origine. Deuxièmement, le domaine d'application de l'option A était limité dans la mesure où contrairement aux options B et C, elle ne traitait pas de la question des mélanges, de l'assemblage et de la modification des règles de classification tarifaire lorsqu'il n'y avait pas de changement de position. Troisièmement, l'option A nécessitait des informations sur les transactions entre les différents

acheteurs et vendeurs des pays en amont intervenant à différents stades de la production des marchandises. Or il était possible que ces informations ne soient pas disponibles. Si, comme l'indiquait le paragraphe 6 du document G/RO/30, l'origine était déterminée sur la base de renseignements figurant dans plusieurs déclarations d'importation en douane faites lors de chacune des transactions antérieures, il fallait savoir si les indications d'origine figurant sur ces déclarations avait été établies en vertu d'une règle principale ou d'une règle résiduelle. Il était possible que les renseignements donnés dans les déclarations d'importation en douane ne permettent pas d'appliquer l'option A lorsque l'origine a été conférée au dernier pays dans lequel une règle principale était satisfaite.

1.7 Le représentant des Communautés européennes a dit que l'option B ne reposait pas sur une analyse de la valeur ajoutée; il s'agissait d'un simple calcul du pourcentage de la valeur, de volume ou du poids qui pouvait se faire sur la base des renseignements déjà disponibles dans le cadre habituel des opérations commerciales. Ce simple calcul ne devait pas être considéré comme un critère de valeur ajoutée. Au cours des trois dernières années, dans le cadre du Programme de travail pour l'harmonisation, on avait postulé que la marchandise considérée était une marchandise exportée et non une marchandise se trouvant à une étape de fabrication antérieure dans un pays en amont. La détermination de l'origine des marchandises exportées devait se fonder sur un critère permettant de déterminer si la transformation effectuée dans le pays exportateur satisfaisait à la règle principale applicable à ces marchandises. Si la règle principale ne pouvait être satisfaite dans le pays exportateur, une règle résiduelle serait appliquée. Il était difficile de remonter la chaîne de production car les renseignements disponibles dans le cadre d'opérations commerciales normales étaient insuffisants. Par ailleurs, il a fait remarquer que la nomenclature du SH n'avait pas été établie dans le but de déterminer l'origine. Il ne serait pas réaliste de vouloir spécifier tous les produits qui pouvaient être classés sous une rubrique donnée ni de créer de nombreuses sous-positions, avec des critères d'origine pour chacune.

1.8 Le représentant du Canada a dit qu'à ce stade du débat, il pourrait être utile d'examiner la nature des renseignements nécessaires pour l'application de chacune des options (pays d'origine des matières constituant les intrants, classification tarifaire, valeurs, etc.). Quelles étaient les sources de ces renseignements? Le producteur du bien final disposerait-il habituellement de ces renseignements? Que feraient les autorités douanières si elles avaient des raisons de douter de la validité de ceux-ci? Quels types de renseignements demanderaient les autorités douanières pour les appréciations anticipées? Il importait de préciser ces points avant d'entamer un débat sur la question plus fondamentale du rôle respectif des règles principales et des règles résiduelles et sur les questions concernant la certitude, la prévisibilité et l'uniformité des résultats auxquels aboutirait chacune des options en termes de détermination de l'origine. L'intervenant ne partageait pas l'opinion du représentant des Communautés européennes, selon laquelle l'option B n'impliquait pas d'analyse de la valeur ajoutée. Il supposait que les Communautés européennes considéraient qu'un simple calcul de la valeur des matières utilisées pour la production d'une marchandise ne constituait pas un calcul de la valeur ajoutée, lequel nécessitait habituellement une analyse complexe. Il estimait quant à lui que même un simple calcul de la valeur des matières devait être considéré comme un calcul de valeur ajoutée, présentant en général de difficiles problèmes techniques. L'option A donnerait des résultats plus cohérents. La règle principale applicable à un chapeau disait que lorsqu'un chapeau était produit dans un pays A, une transformation substantielle avait été effectuée dans ce pays. Bien que le chapeau ait été ensuite exporté vers le pays B, où il avait subi une transformation supplémentaire, cette transformation supplémentaire ne devait pas être considérée comme une transformation substantielle. L'option A aboutissait de façon uniforme et cohérente aux mêmes résultats en matière d'origine que ceux résultant de l'application de la règle principale. En revanche, selon l'option B, les opérations supplémentaires de transformation qui avaient eu lieu dans le pays B pourraient être considérées comme conférant l'origine, ce qui impliquait qu'il y aurait eu plusieurs transformations substantielles. S'il pouvait y avoir plusieurs transformations substantielles, la règle ne serait ni uniforme ni cohérente.

1.9 Le représentant de Hong Kong, Chine a indiqué que dans le rapport sur les questions non résolues qui avait été communiqué au CRO, il ne lui était pas demandé de prendre une décision sur les règles résiduelles elles-mêmes. Toutefois, pour comprendre les conséquences des options A, B et C, il semblait nécessaire de préciser les points soulevés par les délégations. L'intervenant a ensuite posé plusieurs autres questions.

1.10 Les positions des Membres sur cette question sont présentées dans le document G/RO/30; en outre, le Mexique a appuyé l'option A et le Maroc l'option B.

1.11 La représentante de l'Inde craignait que la volonté nécessaire pour résoudre cette question, et plus encore pour faire avancer le programme de travail pour l'harmonisation, ne fasse défaut. Elle a rappelé que le CRO n'avait pu achever le programme de travail pour l'harmonisation dans les délais impartis et s'efforçait maintenant de respecter le nouveau délai qu'il s'était fixé. La lenteur des travaux du CRO relatifs à la question non réglée communiquée par le CTRO qui était en cours d'examen ainsi qu'aux autres éléments du programme pour l'harmonisation compromettrait le respect du délai que le CRO s'était fixé l'année dernière et les autres comités et organes de l'OMC qui s'étaient engagés dans différents programmes de travail devaient tirer les leçons qui s'imposaient face à l'incapacité du CRO de respecter son Programme de travail. Compte tenu de l'importance des travaux qui restaient à accomplir dans des domaines, tels que l'harmonisation des règles d'origine, qui résultaient des engagements déjà pris, il était possible que l'OMC ne soit pas en mesure d'entreprendre de nouvelles négociations. L'intervenante a donc exhorté les membres du CRO à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour régler cette question et accélérer l'exécution du programme de travail pour l'harmonisation afin de limiter l'impact de ce blocage sur le commerce de l'Inde et d'autres pays et d'éviter qu'il n'aggrave la marginalisation des pays en développement.

1.12 À la lumière des débats, il a été jugé nécessaire d'apporter des éclaircissements sur d'autres points soulevés par les délégations concernant certains aspects administratifs de l'application des trois options présentées dans la matrice ainsi que sur des points de fond. Le CRO est convenu de soumettre ces questions aux auteurs des options A, B et C afin qu'ils apportent de nouveaux éclaircissements. Il a également jugé nécessaire de communiquer ces questions au CTRO qui pourrait lui aussi essayer de préciser ces points. Les questions ont été distribuées sous la cote G/RO/W/41.

1.13 Le Comité a pris note des déclarations faites et est convenu de reprendre l'examen de cette question lors de sa prochaine réunion.

## **2. Conséquences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres Accords de l'OMC (G/RO/W/28/Rev.1, G/RO/W/30-34 et 38)**

2.1 Le Président a rappelé que le Comité avait été saisi de communications provenant de cinq pays: l'Inde (G/RO/W/28/Rev.1, G/RO/W/30); les États-Unis (G/RO/W/32); la République dominicaine et le Honduras (G/RO/W/33); El Salvador (G/RO/W/34); et la Corée (G/RO/W/38). Le Secrétariat avait également distribué un document de travail recensant les dispositions relatives aux règles d'origine des différents Accords de l'OMC (G/RO/W/31).

2.2 Le Comité est convenu de reprendre l'examen de cette question lors de sa prochaine réunion.

## **3. Rapport au Conseil du commerce des marchandises sur le programme de travail pour l'harmonisation**

3.1 Le Président a rappelé que, lors de sa réunion du 6 juillet 1998, le CRO était convenu de faire le point sur l'avancement du Programme de travail pour l'harmonisation en février 1999 et de présenter un rapport intérimaire au Conseil du commerce des marchandises (G/RO/25, paragraphe 4).

3.2 Le CRO a adopté le texte de son Rapport intérimaire au CCM (G/RO/33).

**4. Facilitation des échanges (paragraphe 6.6 à 6.9 de G/C/M/34, G/RO/W/26, G/RO/W/26/Add.1)**

4.1 Le Président a dit que, comme convenu lors de la réunion du CCM du 8 juillet 1998, le CRO avait été invité à traiter des aspects de la facilitation des échanges qu'il considérait comme se rapportant à l'Accord sur les règles d'origine.

4.2 Le CRO a achevé ses débats sur cette question et a autorisé le Président à communiquer au Président du CCM le résumé des débats qu'il avait eus sur la facilitation du commerce qui suit:

"Le Comité des règles d'origine (CRO), lors de ses réunions du 15 octobre 1998 et du 22 février 1999, a examiné les aspects de la facilitation des échanges qu'il considère comme se rapportant à l'Accord sur les règles d'origine (l'Accord).

4.3 Il convient de noter que, selon le préambule de l'Accord, "des règles d'origine claires et prévisibles et leur application facilitent les courants d'échanges internationaux" et que, pour assurer la clarté et la prévisibilité des règles d'origine, il faut que tous les Membres mettent en œuvre toutes les dispositions de l'Accord. Les aspects suivants de l'Accord sont particulièrement pertinents en matière de facilitation: i) la mise en œuvre de l'article 2 et du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord et ii) l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles. Certaines délégations ont fait observer que la facilitation des échanges pouvait s'étendre au-delà des dispositions actuelles de l'Accord, par exemple aux aspects administratifs de l'application des règles d'origine harmonisées.

Mise en œuvre de l'article 2 et du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord

4.4 L'article 2 de l'Accord établit les disciplines auxquelles les Membres doivent se conformer à la fin de la période de transition. Ces disciplines comportent plusieurs dispositions de procédure qui, si elles sont pleinement appliquées, faciliteront le commerce: i) publication dans les moindres délais des règles (article 2 g) et paragraphe 3 c) de l'Annexe II); ii) appréciation anticipée de l'origine ayant force obligatoire (article 2 h) et paragraphe 3 d) de l'Annexe II); iii) non-rétroactivité de l'application de la règle (article 2 i) et paragraphe 3 e) de l'Annexe II); iv) possibilité d'un recours judiciaire contre la décision administrative (article 2 j) du paragraphe 3 f) de l'Annexe II); et v) confidentialité des renseignements (article 2 k) et paragraphe 3 g) de l'Annexe II).

4.5 À cet égard, on notera en particulier la question de l'appréciation anticipée de l'origine, ayant force obligatoire. Lors de sa réunion du 3 octobre 1997, le CRO avait chargé le Secrétariat de faire une étude des pratiques des Membres se rapportant à l'article 2 h), ainsi qu'au paragraphe 3 d) de l'Annexe II de l'Accord. Le Secrétariat a distribué les renseignements fournis par 33 Membres dans les documents G/RO/W/26 et G/RO/W/26/Add.1. Sur la base de ces communications, il apparaît que 13 de ces 33 Membres mettent en œuvre les dispositions de l'article 2 h) et du paragraphe 3 d) de l'Annexe II de l'Accord. Il est également à noter que 37 Membres ont indiqué au Secrétariat qu'ils n'appliquaient pas de règles d'origine non préférentielles (voir documents G/RO/N/1 à 24).

4.6 En outre, certains Membres ont déclaré que, sans avoir institué de procédure explicite, ils s'acquittaient des obligations stipulées à l'article 2 h) de l'Accord par des moyens administratifs.

4.7 Enfin, en ce qui concerne la mise en œuvre du paragraphe 3 d) de l'Annexe II de l'Accord, certains Membres ont indiqué dans leur réponse à l'enquête du Secrétariat qu'ils administraient les régimes commerciaux préférentiels au moyen de certificats d'origine spécifiques.

## Harmonisation des règles d'origine non préférentielles

4.8 L'un des objectifs de l'Accord est d'harmoniser et de clarifier les règles d'origine non préférentielles, c'est-à-dire d'établir un système international commun de règles d'origine non préférentielles afin de réduire l'incertitude dans le commerce mondial. Conformément à l'article 3 a) de l'Accord, dès l'achèvement du Programme de travail pour l'harmonisation, les Membres devraient appliquer les règles d'origine harmonisées, telles que définies dans l'article 1.1, de manière égale pour toutes les fins visées à l'article 1.2 de l'Accord. Les règles d'origine harmonisées devraient également être "objectives, compréhensibles et prévisibles" et "devraient être administrées d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable" (voir article 9.1 c) et e) de l'Accord).

4.9 Compte tenu de la complexité des questions traitées, le Programme de travail pour l'harmonisation, lancé en juillet 1995, n'a pu être achevé dans le délai de trois ans prévu par l'Accord. En juillet 1998, les Membres sont convenus de proroger ce délai, et de s'efforcer d'achever le programme de travail en novembre 1999 (voir le document G/RO/25).

### **5. Notifications au titre de l'article 5 et du paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine (G/RO/N/24)**

5.1 Le Président a rappelé que depuis la dernière réunion, le Secrétariat avait distribué un document informant les délégations des notifications reçues (G/RO/N/24). À ce jour, 69 Membres avaient présenté des notifications de règles d'origine non préférentielles et 72 Membres avaient présenté des notifications de règles d'origine préférentielles. Il a déploré qu'un certain nombre de Membres n'aient pas satisfait à leurs obligations de notifications et prié les Membres qui n'avaient pas encore présenté leurs notifications de le faire dès que possible.

5.2 Le Comité a pris note des notifications et de la déclaration du Président.

### **6. Élection du Bureau**

6.1 Le Président a noté que, conformément à la Règle 12 du règlement intérieur du Comité, l'élection du nouveau Président du Comité devrait avoir lieu à la fin de la première réunion du Comité qui aurait lieu au cours de la nouvelle année. Le Président du Comité du commerce des marchandises avait procédé à des consultations informelles sur une liste de noms de personnes qui pourraient être nommées comme présidents des organes subsidiaires, conformément aux Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC. Toutefois ces consultations n'étaient pas encore achevées. Compte tenu de cette situation, le Président a suggéré que le Comité convienne de reporter la date de l'élection du Président et du Vice-Président du Comité et en fasse le premier point de l'ordre du jour de la prochaine réunion.

6.2 Il en a été ainsi convenu

### **7. Autres questions**

7.1 Le Président a proposé que la prochaine réunion du CRO ait lieu le vendredi 23 avril 1999, et soit précédée de réunions informelles les 21 et 22 avril 1999.

---